



L'échec du mouvement insurrectionnel, 1837-1839

Fernand Ouellet

Volume 6, Number 2, 1965

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055264ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055264ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ouellet, F. (1965). L'échec du mouvement insurrectionnel, 1837-1839. *Recherches sociographiques*, 6(2), 135-161. <https://doi.org/10.7202/055264ar>

Article abstract

Le mouvement insurrectionnel de 1837-38 a été interprété de multiples façons. Certains historiens y ont vu le fruit d'une poussée subite de colère et d'indignation, évidemment non préméditée, qui aurait été déclenchée par les résolutions de Lord Russell qui violaient un principe constitutionnel. Cette vue des choses nous paraît assez peu conforme à la mentalité canadienne-française. Le recours spontané aux armes n'a jamais été le moyen de prédilection utilisé par les Canadiens français pour réaliser leurs objectifs collectifs ou pour faire valoir leurs réclamations. La Fontaine qui les connaissait bien disait que leur arme principale était l'inertie et, ajoutons-le, l'agitation verbale. Les insurrections ne s'expliquent principalement ni par une réaction spontanée ni par le souci de défendre des principes, soit politiques, soit constitutionnels. La masse paysanne ne vivait pas encore à l'âge du libéralisme ni à celui de la démocratie.

D'autres historiens, parfois les mêmes, ont parlé d'aboutissement logique d'un long conflit politique et constitutionnel, par conséquent non nationaliste en ses dimensions principales mais ultimement de portée nationale. Quelques-uns cependant, tel Filleau, n'ont pas hésité à postuler le caractère nationaliste des troubles de 1837-38. On a aussi parlé d'explosion de caractère réformiste ; on a opéré un rapprochement avec le mouvement chartiste anglais, avec celui de la démocratie jacksonnienne ; finalement, on a annexé à une même réalité les insurrections des deux Canadas.

On a voulu montrer par là qu'il s'agissait en définitive d'abattre des oligarchies coloniales afin de promouvoir un système colonial édifié sur des bases plus libérales. En somme, le phénomène insurrectionnel, pour autant que ses origines réelles, son caractère, son ampleur et ses conséquences sont mis en cause, a été simplifié à l'extrême. On ne doit pas non plus oublier les condamnations systématiques, appuyées sur le droit canon et les préceptes moraux, dont ce mouvement a été l'objet de la part de nombreux historiens. À cet égard, Chapais fait figure de modèle. Il est parvenu à surclasser bien des historiens-clers sur leur propre terrain, soit, celui de la ferveur moralisante. Que beaucoup de ces interprétations soient partiellement justes, on l'admettra volontiers. Mais ce qui, dans l'ensemble, fait le plus défaut, c'est une perspective globale qui restitue à ce phénomène son sens et sa complexité.

Il nous paraît évident que si le mouvement insurrectionnel n'avait eu que des racines politiques, même lointaines, il n'aurait pas eu lieu. Il est non moins clair que s'il n'avait engagé que des principes abstraits, il n'aurait en aucune façon mobilisé la masse rurale, pas plus, du reste, que les professions libérales. La crise qui prépara l'explosion insurrectionnelle était d'abord économique et sociale avant d'être politique. La crise agricole, les tensions démographiques et sociales, la situation particulièrement critique des professions libérales, sont les fondements principaux de la réaction nationaliste qui mobilise certaines élites et rallie une portion importante de la masse. On ne niera pas non plus l'influence des idéologues autres que le nationalisme. Nous avons déjà dit pourquoi elles ont fait intrusion dans la société canadienne-française et quelles fonctions elles y ont assumées. Le libéralisme français et anglais, le radicalisme britannique, la démocratie jeffersonnienne et jacksonnienne ont, tour à tour et à des degrés divers, influencé les élites politiques en fonction même des besoins qui leur étaient propres. Mais ces courants idéologiques n'ont jamais rejoint la masse rurale pas plus que la minorité ouvrière. Au total, on dira que ces systèmes de valeurs et de pensée demeurent tributaires des fins poursuivies par l'idéologie dominante, le *nationalisme*. Ajoutons qu'avant de s'exprimer dans deux insurrections successives, la réaction nationaliste, parce qu'elle visait au contrôle des structures politiques au profit des professions libérales et de la nationalité canadienne-française, s'affirme au niveau politique. À partir de 1806, les conflits politiques s'enracinent en même temps que les malaises économiques, les pressions démographiques et les tensions sociales. De temps à autre, en regard même des améliorations passagères survenues dans l'un ou l'autre secteur, on assiste à un amincissement relatif des conflits. Même si l'initiative majeure appartient à l'économique, l'interdépendance des différents niveaux d'activité éclate à chaque instant. Il en est de même de la mentalité et des oscillations de la psychologie collective qui se situent en regard même de ce contexte global. L'heure est au pessimisme, aux visions tragiques et à l'agressivité. G.-J. de Lothinière écrivait en 1852 : « Il me semble que nous sommes dans un âge où l'on sent plus vivement qu'autrefois. Nos Pères savaient conserver jusqu'à la fin leur vivacité et leur gaieté malgré toutes les vicissitudes de la vie, maintenant nous prenons tout au sérieux : vie intime, vie publique. Nos blessures ne se cicatrisent plus. À qui la faute ? ». On ne doit pas oublier non plus le rôle capital des personnalités dominantes, en particulier le rôle de Papineau. Ce dernier est à la fois le reflet de la situation, un de ses principaux définisseurs et l'instrument par lequel s'exprime la réaction nationaliste. Ses ambitions, ses intérêts et surtout sa personnalité en font l'homme de cette réaction. Arrivé à la tête du mouvement nationaliste pour toutes sortes de motivations, il parvient à en conserver la direction pendant près de vingt-cinq ans. Après 1830, il forme même le projet de devenir président d'une république canadienne-française indépendante ou rattachée à l'Angleterre par des liens fort ténus.

Mais Papineau était l'homme de l'opposition, de l'obstruction systématique et de l'agitation verbale. Il n'était pas taillé pour l'action. Idéologue, doctrinaire, indécis, profondément tiraillé entre des tendances contraires, son royaume était la Chambre d'Assemblée. Il était davantage un symbole que l'animateur d'un mouvement révolutionnaire. En somme, rien ne le prédisposait, si ce n'est son ambition et la fidélité au mythe qu'il incarnait, à être le chef d'une insurrection et à le demeurer malgré tout. Pourtant ses attitudes politiques conduisaient directement à une prise d'armes.

L'obstruction systématique qu'il pratiquait après 1831-32 et l'intransigeance de ses revendications ne pouvaient avoir d'autre issue à moins que l'Angleterre et la minorité britannique du Bas-Canada ne consentissent à des concessions globales. Or, l'une et l'autre se refusent absolument à envisager cette option. Au moment où débute l'année 1837, les conflits politiques paraissent insolubles. En somme, les insurrections de 1837-38 seraient l'aboutissement logique d'un ensemble de facteurs, dont certains jouaient depuis les premières années du XIX^e siècle. Est-ce à dire que cela suffisait à garantir le succès de l'opération ?

L'ÉCHEC DU MOUVEMENT INSURRECTIONNEL

1837 - 1839 *

« I verily believe that the almost total destruction of the wheat crops by the wheat fly, which was the case for 6 or 7 years, and just about the period of the rebellion in 1836 and 7, was in one respect an incidental cause of that rebellion. The French Canadian peasantry had always been in the habit of consuming a great deal of wheaten bread in their families. But by the wheat fly they were obliged to feed up on the inferior grain, oats and potatoes. I have myself observed among them the discontent this at first occasioned . . . »

W. SUTHERLAND, *On the Present Condition of United Canada as regards to Agriculture, Trade and Commerce*, 1849, 7.

Le mouvement insurrectionnel de 1837-38 a été interprété de multiples façons. Certains historiens y ont vu le fruit d'une poussée subite de colère et d'indignation, évidemment non préméditée, qui aurait été déclenchée par les résolutions de Lord Russell qui violaient un principe constitutionnel. Cette vue des choses nous paraît assez peu conforme à la mentalité canadienne-française. Le recours spontané aux armes n'a jamais été le moyen de prédilection utilisé par les Canadiens français pour réaliser leurs objectifs collectifs ou pour faire valoir leurs réclamations. La Fontaine qui les connaissait bien disait que leur arme principale était l'inertie et, ajoutons-le, l'agitation verbale. Les insurrections ne s'expliquent principalement ni par une réaction spontanée ni par le souci de défendre des principes, soit politiques, soit constitutionnels. La masse paysanne ne vivait pas encore à l'âge du libéralisme ni à celui de la démocratie.

D'autres historiens, parfois les mêmes, ont parlé d'aboutissement logique d'un long conflit politique et constitutionnel, par conséquent non nationaliste en ses dimensions principales mais ultimement de portée nationale. Quelques-uns cependant, tel Filteau, n'ont pas hésité à postuler le caractère nationaliste des troubles de 1837-38. On a aussi parlé d'explosion de caractère réformiste ; on a opéré un rapprochement avec le mouve-

* Cette étude constitue un chapitre (XIV) d'une thèse portant le titre *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 ; structures et conjoncture*, présentée par l'auteur en janvier 1965 et qui lui a valu le titre de docteur ès lettres (Histoire), de l'Université Laval, avec la mention *summa cum laude*.

ment chartiste anglais, avec celui de la démocratie jacksonnienne ; finalement, on a annexé à une même réalité les insurrections des deux Canadas. On a voulu montrer par là qu'il s'agissait en définitive d'abattre des oligarchies coloniales afin de promouvoir un système colonial édifié sur des bases plus libérales. En somme, le phénomène insurrectionnel, pour autant que ses origines réelles, son caractère, son ampleur et ses conséquences sont mis en cause, a été simplifié à l'extrême. On ne doit pas non plus oublier les condamnations systématiques, appuyées sur le droit canon et les préceptes moraux, dont ce mouvement a été l'objet de la part de nombreux historiens. À cet égard, Chapais fait figure de modèle. Il est parvenu à surclasser bien des historiens-clerics sur leur propre terrain, soit, celui de la ferveur moralisante. Que beaucoup de ces interprétations soient partiellement justes, on l'admettra volontiers. Mais ce qui, dans l'ensemble, fait le plus défaut, c'est une perspective globale qui restitue à ce phénomène son sens et sa complexité.

Il nous paraît évident que si le mouvement insurrectionnel n'avait eu que des racines politiques, même lointaines, il n'aurait pas eu lieu. Il est non moins clair que s'il n'avait engagé que des principes abstraits, il n'aurait en aucune façon mobilisé la masse rurale, pas plus, du reste, que les professions libérales. La crise qui prépara l'explosion insurrectionnelle était d'abord économique et sociale avant d'être politique. La crise agricole, les tensions démographiques et sociales, la situation particulièrement critique des professions libérales, sont les fondements principaux de la réaction nationaliste qui mobilise certaines élites et rallie une portion importante de la masse. On ne niera pas non plus l'influence des idéologies autres que le nationalisme. Nous avons déjà dit pourquoi elles ont fait intrusion dans la société canadienne-française et quelles fonctions elles y ont assumées. Le libéralisme français et anglais, le radicalisme britannique, la démocratie jeffersonnienne et jacksonnienne ont, tour à tour et à des degrés divers, influencé les élites politiques en fonction même des besoins qui leur étaient propres. Mais ces courants idéologiques n'ont jamais rejoint la masse rurale pas plus que la minorité ouvrière. Au total, on dira que ces systèmes de valeurs et de pensée demeurent tributaires des fins poursuivies par l'idéologie dominante, le *nationalisme*. Ajoutons qu'avant de s'exprimer dans deux insurrections successives, la réaction nationaliste, parce qu'elle visait au contrôle des structures politiques au profit des professions libérales et de la nationalité canadienne-française, s'affirme au niveau politique. À partir de 1806, les conflits politiques s'enracinent en même temps que les malaises économiques, les pressions démographiques et les tensions sociales. De temps à autre, en regard même des améliorations passagères survenues dans l'un ou l'autre secteur, on assiste à un amincissement relatif des conflits. Même si l'initiative majeure appartient à l'économique, l'interdépendance des différents niveaux

d'activité éclate à chaque instant. Il en est de même de la mentalité et des oscillations de la psychologie collective qui se situent en regard même de ce contexte global. L'heure est au pessimisme, aux visions tragiques et à l'agressivité. G.-J. de Lotbinière écrira en 1852 : « Il me semble que nous sommes dans un âge où l'on sent plus vivement qu'autrefois. Nos Pères savaient conserver jusqu'à la fin leur vivacité et leur gaieté malgré toutes les vicissitudes de la vie, maintenant nous prenons tout au sérieux : vie intime, vie publique. Nos blessures ne se cicatrisent plus. À qui la faute ? »¹

On ne doit pas oublier non plus le rôle capital des personnalités dominantes, en particulier le rôle de Papineau. Ce dernier est à la fois le reflet de la situation, un de ses principaux définisseurs et l'instrument par lequel s'exprime la réaction nationaliste. Ses ambitions, ses intérêts et surtout sa personnalité en font l'homme de cette réaction. Arrivé à la tête du mouvement nationaliste pour toutes sortes de motivations, il parvient à en conserver la direction pendant près de vingt-cinq ans. Après 1830, il forme même le projet de devenir président d'une république canadienne-française indépendante ou rattachée à l'Angleterre par des liens fort ténus. Mais Papineau était l'homme de l'opposition, de l'obstruction systématique et de l'agitation verbale. Il n'était pas taillé pour l'action. Idéaliste, doctrinaire, indécis, profondément tiraillé entre des tendances contraires, son royaume était la Chambre d'Assemblée. Il était davantage un symbole que l'animateur d'un mouvement révolutionnaire. En somme, rien ne le prédisposait, si ce n'est son ambition et la fidélité au mythe qu'il incarnait, à être le chef d'une insurrection et à le demeurer malgré tout. Pourtant ses attitudes politiques conduisaient directement à une prise d'armes. L'obstruction systématique qu'il pratique après 1831-32 et l'intransigeance de ses revendications ne pouvaient avoir d'autre issue à moins que l'Angleterre et la minorité britannique du Bas-Canada ne consentissent à des concessions globales. Or, l'une et l'autre se refusent absolument à envisager cette option. Au moment où débute l'année 1837, les conflits politiques paraissent insolubles. En somme, les insurrections de 1837-38 seraient l'aboutissement logique d'un ensemble de facteurs, dont certains jouaient depuis les premières années du XIX^e siècle. Est-ce à dire que cela suffisait à garantir le succès de l'opération ?

I

LA CONJONCTURE PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Dès le début de 1837, la conjoncture économique est des plus mauvaises, pire même qu'en 1834. La crise de l'économie britannique se répercute

¹ Lettre du 13 janvier 1852, *Archives de la province de Québec* [APQ], *Collection Papineau-Bourassa* [P-B].

maintenant dans la vallée du Saint-Laurent. Fait à noter, il ne s'agit pas en Angleterre d'une simple contraction n'affectant que quelques secteurs de l'économie mais d'une crise généralisée. On assiste à un sérieux fléchissement dans la plupart des domaines et surtout dans celui des finances. En novembre 1836, H. Bliss faisait part au président de la Chambre de Commerce de Québec de la situation difficile dans laquelle se trouvaient les banques anglaises.¹ En février, la crise avait pris des proportions plus graves. Bliss signale plusieurs faillites bancaires. Il écrit alors : « The state of foreign exchanges still continues unfavorable and the Bank Directors are supposed to be contemplating some more energetic means of turning the current of Gold inward to this country a measure only to be accomplished by further considerable contraction of the issues of Paper. »² En avril, les perspectives étaient encore moins encourageantes. Bliss écrit alors :

« The continued and still continuing depression of the Money Market had involved the commerce of this country in the greatest difficulty and despondency. The Bank has lessened the circulation by above two millions, notwithstanding some advances of considerable amount to several American Houses. Prices have consequently declined . . . while to make this depression still more severe the Corn Market has actually advanced. In fine the reckoning for the excessive issues of Paper in the later half of 1835 and the early part of 1836 has come attended with backward spring after a severe winter and deficient harvest. The merchants who have entered into extensive contracts based upon the high prices which those excessive issues had caused, have now to sell such purchases at the low rates which the present contraction of the currency imposes ; and as that contraction is rendered necessary by the foreign exchanges, it must continue and be carried still further, until the price of gold rises or which is the same thing the price of other commodities falls enough to make specie the best remittance which the foreigner can send us. The severe loss in which all and the utter ruin in which many of the commercial classes have been thus already involved and have yet further to sustain, will probably compel the public and Government to make some more through enquiry into the cause. »³

La fièvre de spéculation qui régnait depuis 1835 en Angleterre trouvait son dénouement dans une crise générale compliquée par de mauvaises récoltes. Mais, comme à l'accoutumée, les mauvaises récoltes dans la métropole ne constituent pas un désastre pour le Canada, à condition évidemment qu'elles correspondent à une poussée de la production dans les Canadas. Or, en 1837, ni le Bas-Canada ni le Haut ne sont en mesure de profiter des hauts prix commandés par le marché britannique.

Pour comble de malheurs, une crise financière très grave se déclare aux États-Unis où la conjoncture sera des plus défavorables jusqu'en 1842. Les banques américaines arrêtent les paiements en espèces au mois de mai

¹ H. Bliss au président du Québec Board of Trade, 12 novembre 1836, *APQ, Québec Board of Trade Minute Book, 1832-42*.

² Le même au même, 2 février 1837, *loc. cit.*

³ Le même au même, 20 avril 1837, *loc. cit.*

1837. Les effets combinés de ces deux paniques financières, l'anglaise et l'américaine, se répercutent au Canada. La Chambre de Commerce de Québec recommande immédiatement la suspension des paiements en espèces par les banques. « That in consequence of the suspension of specie Payments in the United States, This Committee deem it expedient that a Public Meeting of the Merchants be immediately called to adopt such measures as may be considered necessary to prevent a drain of specie in the present alarming crisis. »¹ Les commerçants ne se contentent pas de demander au gouverneur de permettre aux banques d'arrêter les remboursements en espèces ; ils requièrent la permission de défrayer au moyen de « reçus émis par les Banques » leurs droits de douanes. À l'appui de leur requête, ils allèguent la rareté extraordinaire du numéraire. Même si ces décisions s'inspiraient du désir d'éviter de plus grands maux, elles n'empêchèrent pas les difficultés monétaires d'étendre leur emprise. Un observateur écrit en juin 1837 :

« Il résulte beaucoup d'embarras du dérangement qu'a produit dans les échanges la suspension des paiements en espèces par nos banques, en conséquence de la suspension générale de ces paiements par les Banques des États-Unis. Il y a une rareté de petites monnaies et un défaut de fixité dans les valeurs qui a fait que l'industrie ne peut compter avec sécurité sur son salaire et qui produit de l'incertitude et de l'hésitation dans les affaires en général. »²

La crise financière américaine rejaillit ensuite en Grande-Bretagne. Le 5 juin, Bliss écrit :

« The Bank of England I regret to say had lately receded from the conduct that it had so wisely adopted of securing the embarrasements, and mitigating the evils, brought upon all commercial classes, by its own reckless enlargement of the circulation. The American merchants are now left to their fate. The failures consequent upon this change must soon reach the Manufacturing districts and their distress will probably compel at least inquiry into its cause. »³

Ce n'est qu'au mois de septembre 1837 que Bliss peut annoncer un renversement de la conjoncture britannique : « The basis which the industry and trade of the whole country is founded on and will probably lead to a further extension of every enterprise and to an improvement of prices. »⁴

Au total, l'année 1837 aura été particulièrement dure en Angleterre. Lorsqu'on connaît la sensibilité exacte de l'économie bas-canadienne à la conjoncture qui prévaut dans la métropole, on peut être assuré de trouver

¹ *APQ, Quebec Board of Trade Minute Book, 1832-42* ; décisions prises du 16 mai au 18 mai 1837.

² *La Gazette de Québec*, 6 juin 1837.

³ H. Bliss au président du Quebec Board of Trade, 5 juin 1837, *APQ, Quebec Board of Trade Minute Book, 1832-42*.

⁴ Le même au même, 1^{er} septembre 1837, *loc. cit.*

dans la vallée du Saint-Laurent une situation analogue. D'ailleurs le Bas-Canada était déjà travaillé profondément par la crise agricole.

La mauvaise récolte de 1836 qui correspondait à une moisson plus ou moins déficiente dans l'ouest et à une montée de la demande en Angleterre avait provoqué une hausse des prix agricoles. De sorte qu'au début de 1837, la rareté des produits et du numéraire est à l'ordre du jour. Dès le 4 janvier, un éditorialiste rend compte des difficultés qui existent sur le marché de Québec.

« L'abondance n'a pas régné sur nos marchés ces jours derniers, comme on aurait pu s'y attendre ; cela est dû au défaut de communication avec le sud du fleuve. Aujourd'hui le marché est médiocrement beau. Toutes les provisions, à l'exception du beurre, ont éprouvé une hausse considérable ; les grains surtout sont augmentés et il paraît qu'ils n'en resteront pas là . . . Nous avons déjà plusieurs fois averti ceux qui fréquentent les marchés de ne pas souffler les viandes qu'ils y apportent ; cependant cette dégoûtante coutume se continue. Plusieurs quartiers de moutons appartenant à des cultivateurs ont été confisqués au profit des pauvres ce matin par les clerks du marché et envoyés à la maison d'industrie. Les prix tels que cotés dans le tableau que nous donnons plus bas sont vérifiés par le clerk des marchés ; on peut compter sur leur exactitude. »¹

En somme, on assiste en 1837 à une montée considérable des prix agricoles. Le tableau suivant fera voir le comportement des prix pendant la période révolutionnaire.

L'inflation qui existe en janvier 1837 n'est pas seulement attribuable aux facteurs plus haut énumérés, elle dépend aussi de la spéculation sur les produits et les denrées agricoles. Le 16 janvier 1837, on écrit : « Nous avons depuis longtemps et à diverses reprises parlé des inconvénients causés par le manque de lois au sujet des boulangers et d'un tarif sur le pain. Ce comestible vient encore de subir une hausse que l'on ne peut guère s'expliquer vu la cherté antérieure, que par la facilité qu'ont les boulangers d'élever leurs profits aux taux qui leur convient. La fleur à New York coûte une piastre plus cher qu'ici, et le pain coûte quatre cents de moins par six livres. »²

À Montréal, la crise sévissait avec presque autant de force que dans le district de Québec. « La glace sur le fleuve, déclare un observateur, est maintenant sillonnée de traverses dans toutes les directions ; et les gens du sud ont un accès facile à la ville. Cependant les chemins sont toujours mauvais, le vent les remplit à mesure qu'ils se battent. Il vient peu de monde au marché, et le prix des provisions augmente toujours et l'argent devient de plus en plus rare. Sans les secours que reçoit l'indigence à la maison d'industrie, il n'y a pas de doute que quantité de pauvres seraient morts de faim et de froid dans la longue et rigoureuse saison de l'hiver. Quoique la détresse ne soit pas aussi grande dans nos districts que dans

¹ *Le Canadien*, 4 janvier 1837.

² *Ibid.*, 16 janvier 1837.

TABLEAU I

Prix moyen (en livres tournois) de certaines denrées agricoles,
à Montréal et à Québec, 1835-1839.

DENRÉES	1835-39	AUGMENTATION			
		1835-39/1830-34	1837/36	1838	1839
Farine (Q).....	21.97	61%	83%	11%	0
Blé (Q).....	9.66	28%	51%	8%	13%
Blé (M).....	7.50	22%	38%	-5%	-5%
Moyenne mobile.....	6.8	3%			
Avoine (Q).....	3.13	11%	20%	3%	5%
Moyenne mobile.....	2.7	-3%	—	—	—
Avoine (M).....	—	—	26%	—	—
Bœuf (Q).....	.50	28%	53%	0	-8%
Moyenne mobile.....	.44	7%			
Bœuf (M).....	—	—	hausse de 10% en 1836		
Beurre (Q).....	1.32	30%	39%	6%	-23%
Moyenne mobile.....	1.17	-1%	—	—	—
Beurre (M).....	—	—	8%	—	—
Silberling.....	112.4	4%	0	6%	4%
Pois (M).....	—	—	42%	—	—

celui de Québec, il ne laisse pas d'y avoir beaucoup de nécessiteux. Les récoltes ont été bien médiocres dans beaucoup de paroisses. La rareté de l'argent est à l'ordre du jour dans presque tout le pays.»¹

À certains endroits, la famine est telle qu'on craint vraiment qu'une forte proportion de la population ne meure de faim. Aux Trois-Pistoles, 1,200 personnes se trouvent dans cette situation tragique. « Une lettre des Trois-Pistoles, en date du 30 déc., rapporte-t-on, fait un affreux tableau de la misère qui règne en cet endroit. Elle est telle que plusieurs habitants mangent leurs chevaux... Les récoltes ont manqué depuis quatre ans et beaucoup d'habitants n'ont pas une patate. Les plus aisés ont à peine assez pour eux et leurs familles, en bien ménageant. Que vont devenir tous ces pauvres malheureux d'ici au mois de mai? C'est un supplice d'y

¹ *La Minerve*.

songer. Il est certain que la plupart d'entre eux mourront de faim, si l'on ne vient promptement à leur secours.»¹

En février, rien n'est survenu pour modifier cette situation désespérée, si ce n'est l'intervention des organisations privées de charité. D'ailleurs, depuis 1833, un conflit chronique existe avec les principaux chefs patriotes qui se refusent à envisager les responsabilités sociales de l'État. On demandait à ce dernier de créer des greniers publics et on exigeait des fonds pour secourir les malheureux. En 1833, Papineau consentit de mauvaise grâce à accorder quelques octrois mais, par la suite, il se refusa à encourager, comme il le disait, l'esprit de dépendance des paysans. Un article du *Canadien* est particulièrement révélateur de ces problèmes :

« Vous savez que depuis quatre ans, presque toutes les paroisses au dessous de Québec ont été affligées par la destruction de leurs grains. La grande misère de la classe inférieure, mais la plus nombreuse, et je puis dire en outre, le décroissement sensible des moyens dans les autres classes de la société à Québec, ne sont-ils pas les conséquences du contre-coup de la misère des campagnes qui forment le territoire de la capitale et qu'elles devraient faire fleurir ? »²

Le document récapitule alors la situation des campagnes du district de Québec depuis 1833. En 1834, grâce à des subsides gouvernementaux, les habitants avaient pu semer. En 1835, malgré les besoins pressants, les cultivateurs n'avaient fait aucune demande d'aide : « On préfère vendre les bestiaux et s'endetter chez les seigneurs, curés et marchands. Aujourd'hui ces notables sans mettre en péril leurs biens ne peuvent plus rien avancer . . . Sont-ce les déclamations virulentes de Papineau et de quelques membres de Montréal qui se sont toujours opposés à de tels secours qui devraient, sur de simples appréhensions, paralyser les nerfs du chef de l'Exécutif, et l'empêcher de faire ce que tous ses prédécesseurs ont fait en pareil cas ? »

La moisson de 1836 avait donc été une faillite complète dans la région de Québec tandis que, dans celle de Montréal, elle avait à peine été meilleure. « Il entre dans le système, ajoute l'annaliste déjà cité, de cultiver un peu de tout et force pommes de terre depuis la grande disette de 1816 ; mais que peuvent-ils faire contre un climat qui parfois, comme cette année et les années précédentes, malgré les apparences les plus favorables, en une seule nuit détruit tout, jusqu'aux patates.»³ Ainsi la crise du blé se double depuis 1833, en raison aussi des mauvaises conditions atmosphériques, d'une crise sérieuse dans les cultures de remplacement. De là, la gravité particulière des malaises agricoles au moment de l'adoption des *Résolutions* de Russell.

¹ *Le Canadien*, 9 janvier 1837.

² *Ibid.*, 20 février 1837.

³ *Ibid.*

En 1837, les plaintes fusent de toutes parts. F. Papineau écrit de la Petite-Nation : « Il n'y a ni paille, ni foin, ni grain, ni viande dans l'endroit. Bêtes et gens sont au dépourvu. »¹ Quelques jours plus tard, on évoque dans *Le Canadien* la misère des habitants de la Beauce :

« La détresse va toujours en augmentant dans les paroisses St. François et St. Georges et même dans toute la Beauce. Les chemins étant devenus impraticables par le gonflement des rivières ont réduit les habitants à la plus excessive misère. Les moins affligés, i.e., les meilleurs habitants sont eux-mêmes épuisés. Ils ont fait tout en leur pouvoir pour aider les autres et les empêcher de mourir de faim, en vendant ou en prêtant le peu de blé ou de farine qu'ils réservaient pour eux, espérant s'en procurer bientôt de Québec. Nos pauvres cultivateurs sont désolés, non seulement de souffrir de faim cette année, mais de se voir exposés à la même détresse l'année prochaine, une bonne moitié des deux paroisses devant rester sans culture. La plupart n'ont pour toute nourriture qu'un peu de sucre qu'ils font dissoudre dans l'eau. On en trouve même qui n'ont d'autres moyens d'éviter de mourir de faim que de manger les animaux qu'ils trouvent morts le long des chemins . . . Joignez à cela la picotte et les fièvres scarlatines qui se font sentir dans ces malheureuses familles et faites-vous, si vous pouvez, une idée de l'état des pauvres habitants de la Beauce. »²

Ainsi, en 1837, la misère règne partout de même que le mécontentement. Les maigres espoirs qu'on aurait pu entretenir à propos de la récolte suivante seront déçus, de sorte que la situation, au lieu de s'améliorer, alla en empirant. Au reste, la crise de 1837 ne concerne pas que l'agriculture ; elle est générale. LaFontaine écrit en février : « Peut-être la détresse presque générale, tant du commerce que de l'agriculture porte-t-elle le découragement dans les esprits. J'avoue que la pénurie est grande et la misère complète en Canada. »³

La conjoncture critique de cette période se reflète dans le mouvement des exportations (tableau 2).

Ainsi, la crise atteint tous les secteurs, même le commerce du bois et la construction navale. La crise agricole se répercute dans les villes tandis que le recul de l'exploitation forestière et de la construction des navires provoque du chômage. Un texte de janvier 1837 illustre fort bien la situation des milieux urbains, en particulier des éléments ouvriers de Québec :

« *St-Roch, quartier de* : renferme 95 à 110 veuves qui gagnent leur vie à la journée, et dont une grande partie a bien souvent de la peine à trouver de l'ouvrage dans cette saison. Elles ont avec elles environ 200 orphelins. L'âge, la maladie, les infirmités rendent un grand nombre de ces pauvres femmes incapables de travailler une partie de l'hiver. Et comme ces mêmes causes leur ferment l'entrée de la maison de l'Industrie, qui d'ailleurs ne peut plus recevoir personne, faute de place, elles vont périr avec leurs enfans si le public ne vient à leur secours. Il y a encore dans St-Roch 100 à 110 pauvres familles. Un

¹ Frs Papineau à Louis-Joseph Papineau, 16 mai 1837; *Rapport de l'Archiviste de la province de Québec [RAPQ]*, 1951-53, 288 ss.

² *Le Canadien*, 26 mai 1837.

³ LaFontaine à Chapman, 17 février 1837, *APQ*, P-B.

TABLEAU 2

Exportations, 1858-1842.

EXPORTATIONS	1838-42	AUGMENTATION			
		1838-42/1833-37	1837/36	1838/37	1839/38
Trafic : Québec et Montréal . . . (ton.)	403,048	21%	-7%	3%	9%
Trafic : canaux (t. total)	265,662	4%	-21%	-3%	14%
Céréales : export. Québec (q.)	216,791	202%	-100%		
Céréales : déficit du Bas-Canada . . . (q.)	169,935	63%	?		
Céréales : imp. totales : Bas-Canada . .	409,373	133%	-100%		
Planches et madriers (nombre)	2,732,645	8%	1%	3%	5%
Douves (nombre)	6,083,686	1%	-7%	-11%	10%
Pin équarri (tonnes)	310,982	17%	-11%	6%	21%
Chêne équarri (tonnes)	24,980	14%	stable	32%	15%
Potasse, total (quarts)	25,823	-17%	stable	-12%	-13%
Potasse, Bas-Canada	9,345	-12%	5%	-17%	-39%
Construction navale (ton.)	17,122	99%	-6%	-12%	80%

certain nombre d'elles, il est vrai, est réduit à la misère par les suites de la boisson, dont l'usage est si funeste et si répandu parmi nos classes ouvrières . . . À côté de ces familles si souffrantes par la faute de leur Chef, il en est un grand nombre dont la misère ne vient qu'à la suite des maladies contagieuses qui règnent presque continuellement au milieu de notre population pauvre, ou n'est encore que les tristes suites des accidents auxquels les ouvriers qui travaillent dans les chantiers sont journellement exposés. »¹

Évidemment, la réduction de la production dans les secteurs liés à l'exportation influe au premier chef sur les importations, qu'elles viennent de Grande-Bretagne, des États-Unis ou des Indes occidentales.

Au total, la crise économique de 1837 apparaît comme un événement central dont l'acuité devient de jour en jour plus sentie. Il faut dire qu'elle n'affecte pas également toute la province. C'est dans le district de Montréal que son intensité est maximale. En effet, la région de Montréal dépend avant tout de l'agriculture locale et de celle de l'ouest. Puis le malaise déborde vers le district des Trois-Rivières. Il y est directement fonction des déficiences de la production agricole et du surpeuplement. Il existe néanmoins dans ces deux parties de la province des localités relativement à l'abri de la crise. Ce sont les endroits, tel l'Outaouais, où l'exploitation forestière prédomine et où elle neutralise partiellement les conséquences des difficultés ressenties dans l'agriculture.

C'est là une observation primordiale pour la compréhension du mouvement insurrectionnel, à savoir, que l'agitation des esprits et les prédispositions à la révolte reproduisent en gros le contexte agricole et les pressions démographiques. Par contre, malgré les défaillances fort appréciables

¹ *Le Canadien*, 23 janvier 1837.

TABLEAU 3
Importations, 1838-1842.

IMPORTATIONS	1838-42	AUGMENTATION			
		1838-42/1833-37	1837/36	1838/37	1839/38
Valeur : Québec et Montréal.....	1,943,854	35%	-26%	-6%	43%
Valeur : Québec Montréal et Saint-Jean	2,147,314	17%	-17%	-21%	50%
Valeur : Saint-Jean.....	131,717	40%	-17%	2%	124%
Volume : Q. et M..... (tonnage)	401,343	24%	-8%	5%	7%
Volume : Gaspé et New-Carlisle.....	10,384	2%	-23%	-24%	97%
Mélasse..... (gal.)	104,265	18%	36%	-2%	27%
Sucre..... (lbs)	8,778,441	45%	-10%	28%	6%
Vin..... (gal.)	335,465	-2%	-23%	67%	46%
Sel..... (minots)	378,550	47%	-16%	28%	57%
Café..... (lbs)	236,207	127%	-38%	-4%	54%
Thé..... (lbs)	1,054,952	24%	-6%	62%	-6%
Rhum, spiritueux..... (gal.)	678,113	-36%	-33%	118%	-18%
Tabac..... (lbs)	836,925	13%	38%	-23%	6%
Beurre et fromage..... (lbs)	450,436	10%	-13%	38%	12%
Porc et bœufs..... (quarts)	31,948	-6%	-15%	-24%	51%
Saindoux..... (lbs)	225,884	-16%	-65%	234%	-40%
Peaux crues..... (nombre)	40,870	73%	-23%	-12%	63%
Riz..... (lbs)	277,122	30%	-47%	74%	-56%
Bêtes à cornes..... (nombre)	799	-82%	-34%	-42%	-54%

enregistrées dans le secteur du bois et de la construction des navires, il paraît évident que ces deux secteurs ont continué, même en 1837, à jouer un rôle modérateur, surtout dans la ville de Québec et dans certains centres ruraux de ce district. En juin 1837, un observateur note ce phénomène capital :

« Du reste, le commerce du port qui se soutient et l'emploi que celui des bois continue à fournir à une partie de la population contribuent puissamment à neutraliser l'effet des saisons et des autres circonstances défavorables. »¹

Ce ne sont pas les seuls facteurs explicatifs de la répartition géographique des poussées révolutionnaires, mais ils eurent à notre avis une importance considérable. À la veille de 1837, nous sommes tenté de l'affirmer sans crainte d'errer, la population rurale de presque toutes les localités où le commerce du bois n'étendait pas son emprise était psychologiquement préparée à tenter l'aventure insurrectionnelle. Mais des influences modératrices et d'autres circonstances les ont empêchées de prendre part à l'action révolutionnaire.

Pour conclure, on peut dire que l'année 1837, tant en Angleterre qu'au Québec, a été marquée par une crise profonde de l'économie, situation éminemment propice à une aggravation prononcée des conflits sociaux et

¹ *Ibid.*, 6 juin 1837.

politiques. Tandis qu'en Angleterre se déclenchait le mouvement chartiste, dans le Bas-Canada on assiste au dénouement d'une lutte qui remontait aux années 1806. La crise économique précipite ce dénouement.

En Grande-Bretagne, la conjoncture se renverse dès l'automne 1837. Une reprise s'amorce qui dure jusqu'au dernier quart de l'année 1839 et se termine par une autre crise financière. Ces circonstances, on ne peut plus favorables en principe pour les Canadas, ne s'y répercutent cependant pas dans l'immédiat de sorte que l'année 1838 sera tout aussi dure pour les habitants du Bas-Canada déjà ébranlés par la récession de 1837 et par le soulèvement des forces patriotes. En 1838, une nouvelle prise d'armes se produit dans la région de Montréal. Peu après l'avortement de cette insurrection, la région de Québec menace à son tour d'entrer dans le mouvement insurrectionnel. Mais le complot échoue.

En pratique, la mauvaise récolte de 1837 commande encore la situation générale. La misère se perpétue dans les campagnes, l'argent est rare ainsi que les provisions. Quant aux prix, ils continuent, dans la plupart des cas, leur ascension. La spéculation, la forte demande sur le marché britannique et la pénurie locale font monter le prix des denrées. Par bonheur, le Haut-Canada dispose de surplus considérables qu'il écoule soit dans la métropole soit dans le Québec. Mais la pauvreté des consommateurs et des producteurs, toujours endettés, est un obstacle à la satisfaction des besoins. En avril, Joseph Papineau mentionne l'impuissance des individus qui désirent se procurer de l'argent et s'engager dans les affaires.¹ À l'automne 1838, la misère règne toujours dans les milieux ruraux. Quant aux villes, elles subissent les conséquences des désastres de l'agriculture.

D'ailleurs, dans les autres secteurs, en dépit d'améliorations partielles, les circonstances sont loin d'être propices à l'optimisme. Les exportations de bois équarri (pin : 6 pour cent ; chêne : 32 pour cent) et de bois d'œuvre (3 pour cent) augmentent d'une façon appréciable mais les envois de douves et de potasse déclinent respectivement de 11 et de 17 pour cent. Dans la construction navale, le fléchissement est plus considérable encore qu'en 1837, soit de 12 pour cent. Pour compliquer la situation, après le 6 novembre, les banques ferment à nouveau leurs guichets. Tout ceci explique la nouvelle chute qui se produit dans les importations. Pour Québec et Montréal, le fléchissement est de 6 pour cent mais, pour l'ensemble des ports d'entrée, il est de 21 pour cent. L'analyse du détail des importations montre que, stimulés par les perspectives encourageantes qui se dessinaient en Angleterre au début de 1838, les importateurs avaient procédé à des achats excessifs. Cela est particulièrement vrai pour le rhum, le saindoux, le thé, le riz, le beurre et le fromage. Il faut dire que les besoins du commerce du bois et ceux des troupes expliquent ces achats.

¹ Joseph Papineau à Louis-Joseph Papineau, 27 avril 1838, *RAPQ*, 1953-55, 290.

En somme, l'année 1838 est aussi dominée par la crise. Dans le secteur du bois, des signes très nets de reprise apparaissent tandis que le mouvement des céréales en provenance de l'ouest a acquis plus de vigueur. Mais cela n'est pas suffisant pour compenser l'ampleur du désastre agricole, pour limiter les conséquences de la crise qui sévit dans la construction navale.

En 1839, l'agriculture bas-canadienne est toujours dans un état déplorable. On subit les conséquences des défaillances de l'année précédente et des dévastations pratiquées dans certaines paroisses de la région de Montréal par les soldats et les « loyaux ». La seigneuresse de Saint-Hyacinthe écrit en avril :

« On commence à ressentir vivement le tort qu'a fait ici le pillage. Il ne s'amène pas de viande au marché pour la moitié des besoins du village et le peu qu'il en vient est excessivement cher et de la plus mauvaise qualité et on n'a pas comme les autres années l'avantage de trouver dans la cour ce qu'il en manque au marché. Ils m'ont tué, emporté et détruit bœuf, vache, cochon, mouton, volaille de toutes espèces et je suis encore la moins à plaindre. Combien à qui on a fait la même chose et qui sont dénués de moyens pour avoir les premières nécessités de la vie et qui sont chargés de famille ou âgés ou infirmes, ou incapables de trouver d'emploi parce que la plupart de ceux qui ont quelques moyens n'osent entreprendre aucune amélioration dans un tems si précaire. »¹

Un autre son de cloche vient de l'Outaouais, plus précisément de la seigneurie de la Petite-Nation :

« Ici on pensoit avoir le printemps plus à bon heure que depuis 3 ou 4 ans ; les chaleurs ont pris presque tout de suite, il ne s'est pas fait le quart du sucre que les années précédentes. Cependant le tems est langoureux, froid et souvent couvert. Les arbres ne font que commencer à bourgeonner. Le jardin ici est entièrement fini, bêche, semé, etc., il y a encore des fleurs. L'été s'annonce avec de mauvais symptômes. On craint la misère, tout est excessivement cher... A peine peut-on se procurer du bœuf, souvent on s'en passe pendant huit ou dix jours et même quinze jours. Aussi les vols commencent à se montrer... »²

Ainsi, la misère est le lot d'un grand nombre de ruraux pendant toute l'année 1839. Elle est d'autant plus profonde dans les paroisses où l'exploitation forestière ne constitue qu'une activité mineure. Dans ces cas, à peu près rien ne permet d'animer la vie économique locale. Le témoignage suivant, applicable à ces localités agricoles, éclaire leur situation pénible : « c'est bien triste en Canada. personne ne fait d'affaires dans les campagnes. ils ont été pillés. qu'ils vont avoir de la misère à hiverner enfin c'est une désolation. »³

Mais, en 1839, le Bas-Canada se ressent en certains secteurs de l'animation qui existe dans l'économie de la métropole. À part le commerce

¹ Lettre de R. Dessaulles, 13 avril 1839, *APQ, P-B*, non cotée.

² Lettre de Emery Papineau, 2 mai 1839, *ibid.*, non cotée.

³ Lettre de J.-B.-N. Papineau, 13 avril 1839, *ibid.*, non cotée.

de la potasse qui est en difficultés, tous les autres domaines liés à l'exploitation forestière marquent un réel progrès. L'expansion la plus spectaculaire se produit dans la construction navale, soit une augmentation de 80 pour cent. Québec connaît dès lors le plein emploi. L'accroissement des exportations de douves et de bois de construction s'établit alors à 10 et 5 pour cent ; l'augmentation des envois de bois équarri est plus remarquable encore : pin, 21 pour cent ; chêne, 15 pour cent. Il est bien évident qu'une telle progression des ventes à l'extérieur ne pouvait que stimuler les importations. Aux ports de Québec et de Montréal, la croissance des valeurs est de 43 pour cent — de 50 pour cent si on y ajoute les entrées au port intérieur de Saint-Jean.

Ainsi, la conjoncture qui s'exprime en 1839 ne comporte pas que des éléments de malheur. Dans le secteur du bois et de la construction navale le renouveau a été très grand et coïncide avec une liquidation de la crise politique. Les réfugiés aux États-Unis abandonnent peu à peu leurs derniers projets d'invasion du Canada et les moins compromis reprennent un à un ou en petits groupes la route du Bas-Canada.

Les insurrections de 1837-38 correspondent donc à une crise économique qui n'atteint pas seulement l'agriculture mais aussi les secteurs préservés. Cette crise constitue la toile de fond de l'aventure insurrectionnelle. Elle accentue subitement les mécontentements, les tensions sociales et durcit les attitudes politiques. C'est dans ce climat chargé d'agressivité qu'arrivent, en mars 1837, les fameuses résolutions de Russell. En permettant au gouverneur de puiser dans le trésor, en rejetant les principales revendications des *Patriotes*, les résolutions forçaient ces derniers à prendre position. Ceux-ci n'avaient plus, en raison du défi qui leur était lancé, qu'à se soumettre ou à se révolter. Il est bien entendu qu'une reddition sans conditions était impossible. Aussi, à partir de mars 1837, évolue-t-on vers une prise d'armes.

II

LA FAILLITE DES INSURRECTIONS

Ainsi, les maladroites résolutions de Russell furent présentées au Parlement impérial à un moment où l'atmosphère était particulièrement chargée dans le Bas-Canada. C'est pourquoi elles marquent un tournant dans la situation politique. Dès lors, les événements allaient se précipiter et s'enchaîner jusqu'au jour de l'affrontement armé. Il est bien évident que les *Patriotes*, même si plusieurs d'entre eux avaient depuis longtemps envisagé la nécessité d'un recours aux armes, n'étaient pas prêts à y procéder dans l'immédiat. L'opinion publique avait besoin d'un supplément de préparation et l'organisation révolutionnaire d'une sérieuse mise sur pied.

D'ailleurs, le printemps paraît un moment assez peu favorable à la réussite d'une insurrection. Il vaut mieux, croit-on, attendre la « prise des glaces ».

Il serait faux de croire que tous les leaders patriotes ne juraient que par la révolution armée. À cet égard, il existait au sein du mouvement patriote deux groupes distincts. Les uns croyaient surtout en l'efficacité de la force. Quant aux autres, ils ne désiraient y recourir qu'en dernier ressort. Ils préconisaient plutôt la résistance par l'agitation systématique. Finalement un compromis interviendra entre les deux factions. Les projets élaborés au printemps 1837 indiquent que les deux factions, pour des motifs différents, se sont ralliées autour d'une solution unique. Ce projet comportait deux temps principaux. Une phase d'agitation, qui resterait dans les limites de la légalité, et une autre, au cas où l'Angleterre refuserait de se plier aux pressions des *Patriotes*, de caractère révolutionnaire. Le groupe Papineau, qui croyait aux vertus intrinsèques de l'agitation verbale, était convaincu que la métropole céderait à temps. Les éléments radicaux ne sont pas aussi optimistes. Ils considèrent que l'affrontement armé est inévitable. Aussi envisagent-ils la première phase comme une étape préparatoire en vue d'une prise d'armes. On ne s'étonnera pas de les voir agir en fonction de cette issue finale. Au reste, à mesure que les événements se déroulent, l'influence du groupe extrémiste ne cesse de croître au point qu'à partir du mois d'octobre ces éléments extrémistes ont l'initiative du mouvement.

En somme, derrière l'agitation dite « constitutionnelle », celle qui est inscrite dans les bornes de la légalité, les *Patriotes* poursuivent des fins proprement révolutionnaires. La série des grandes assemblées de paroisses et de comtés, qui débute en mai et culmine au moment de l'Assemblée des Six-Comtés, répondait à des intentions qui n'étaient pas tout à fait pacifiques. Lorsque Papineau, le 10 mai 1837, fait deux testaments avantageant tour à tour sa femme et ses enfants, il connaît parfaitement les risques des options prises par les dirigeants patriotes. Il pourra presque jusqu'à la fin s'illusionner sur l'efficacité des protestations verbales, il ne pourra pas échapper aux exigences du mouvement révolutionnaire. Les contradictions de sa conduite prouvent qu'il n'était pas à la hauteur de la tâche ; elles ne démontrent pas qu'il était de bonne foi lorsqu'il prétendait qu'aucun *patriote* n'avait imaginé ni voulu une insurrection armée. De même, le manque évident de préparation des forces patriotes au moment où, en novembre, le conflit éclate, n'est pas le signe infaillible d'une pureté d'intention ; il montre tout simplement la faiblesse du leadership d'un mouvement dirigé par des orateurs et non par des hommes d'action. À cet égard, Wolfred Nelson est une figure exceptionnelle.

Dans l'évolution vers les affrontements armés, l'Assemblée des Six-Comtés marque un véritable tournant. Les éléments modérés sont débordés par les éléments extrémistes. La « déclaration des droits de l'hom-

me » émise à cette occasion et modelée sur la déclaration de l'indépendance américaine et les décisions prises à ce moment indiquent une orientation nouvelle. L'agitation qui, depuis le printemps, régnait dans les campagnes acquiert une nouvelle ampleur. Les paysans s'en prennent systématiquement aux Britanniques et aux « Loyaux ». Pendant ce temps, l'*Association des Fils de la Liberté* est mise sur pied dans la ville de Montréal. Cette société n'est pas seulement destinée à promouvoir l'éducation politique selon une perspective démocratique et nationale, mais aussi à former les effectifs militaires nécessaires à la réussite d'une révolution. En somme, à partir d'octobre 1837, la seconde phase du plan élaboré au printemps est amorcée. La prise d'armes devait se faire pendant la première semaine de décembre.

C'est alors que se produit l'intervention gouvernementale. Le gouvernement, au cours de la seconde semaine de novembre, décrète l'arrestation des principaux chefs patriotes. Ce geste inattendu provoque le désarroi parmi les leaders patriotes de Montréal qui s'empressent d'aller se réfugier dans les campagnes. Les uns se rendent à Saint-Denis et à Saint-Charles, les autres se dirigent vers Saint-Benoît et Saint-Eustache. Papineau lui-même, après plusieurs jours d'indécision et après une entrevue avec les émissaires du Haut-Canada, se rend à Saint-Denis où, déjà, on avait commencé le rassemblement des forces patriotes.

Après un premier incident mettant aux prises les connétables et un groupe de patriotes sur la route de Longueuil, le gouvernement se décide finalement à attaquer. Le 23 novembre eut lieu la bataille de Saint-Denis où les *Patriotes* furent victorieux. Deux jours plus tard, ces derniers furent écrasés à Saint-Charles. Il fallut à peine une dizaine de jours pour pacifier la région du Richelieu. Entre temps, Colborne arriva avec des troupes. C'est lui qui fut chargé d'abattre la résistance des forces patriotes cantonnées à Saint-Eustache. Le 14 décembre, malgré la résistance acharnée de Chénier, les *Patriotes* furent défaits.

L'échec de cette première tentative d'insurrection ne découragea pas les chefs patriotes réfugiés aux États-Unis. Ceux-ci cherchèrent à organiser, en s'appuyant sur les Américains et sur la population bas-canadienne, un nouveau soulèvement. Les dissensions internes, la rupture entre Papineau et les radicaux du groupe révolutionnaire, rendirent particulièrement ardue la mise sur pied d'un organisme capable d'assumer la direction d'une entreprise militaire. Un premier essai infructueux fut tenté, en février 1838, sous la direction de Robert Nelson qui ne parvint finalement qu'à émettre une proclamation d'indépendance du Canada. Par la suite, les projets se multiplièrent sans qu'on en arrive à quoi que ce soit de consistant. En fin de compte, on réussit, pendant l'été 1838, à créer et à répandre la *Société des Frères-Chasseurs*. Il s'agissait de grouper au sein de cette organisation secrète tous les individus susceptibles de prendre part à une révo-

lution. La date de la prise d'armes fut fixée au trois novembre. Le projet d'invasion comportait un certain nombre d'objectifs immédiats. D'abord, s'emparer de Saint-Jean et de Chambly ; ensuite, attaquer Montréal et, de là, aller prendre Québec. Robert Nelson, le commandant en chef, réussit à réunir à Napierville près de 5,000 paysans. Mais là s'arrêtèrent les succès des insurgés. Ces derniers, pour toutes sortes de raisons, furent incapables de se mettre en marche, encore moins de manifester un certain degré de cohésion, d'énergie et de combativité. La répression par les troupes de Colborne en sera d'autant facilitée.

Pendant que les troupes gouvernementales pacifient la région du Richelieu, la région de Québec est l'objet d'un effort d'organisation de la part des éléments révolutionnaires. Le mouvement ne semble, au reste, avoir eu aucun rapport direct avec celui de Montréal. Les chefs locaux, ceux qu'on connaît, étaient Morin, Parent, Huot et Blanchet. Mais le mouvement ralliait aussi des Américains qui agissaient comme principaux animateurs : « Don Philippie », Foster. Cette organisation s'appuyait sur deux groupes : les campagnes, les ouvriers de Saint-Roch. L'insurrection devait débiter par l'établissement d'un camp à Sainte-Anne de la Pocatière et d'un autre au mont Sainte-Anne. C'est là que devait s'opérer le rassemblement des forces paysannes. En même temps, les *Frères-Chasseurs* de Québec devaient tenter un coup de main, soigneusement préparé, sur la citadelle de Québec. Malheureusement, un agent de la police, un nommé Hutton, qui était parvenu à s'infiltrer dans l'organisation, dénonça le complot. Les choses en restèrent là.

Cette évocation des événements révolutionnaires soulève néanmoins quelques questions. La première concerne l'extension géographique de l'agitation révolutionnaire. Comment expliquer que seule la région de Montréal ait été touchée par les événements ? Nous avons déjà montré qu'en 1837 la ville de Québec avait formé, en raison même de la résistance du commerce du bois et de la construction navale, un îlot *loyaliste* au milieu d'une région rurale pourtant sensibilisée au phénomène révolutionnaire. Les enquêtes que nous avons menées dans les archives de l'époque le prouvent. Par ailleurs, la ville de Québec était le siège du gouvernement de sorte qu'une forte partie de l'élite, soit laïque soit ecclésiastique, gravitait autour du Château. D'autre part, la fameuse rivalité Québec-Montréal avait exercé une influence considérable sur les relations entre les leaders politiques des deux villes. Depuis 1835, une scission s'était même opérée entre eux. Des conflits d'intérêts, des rivalités personnelles, l'opposition entre les villes expliquent, autant que les différences dans la situation économique, le manque de solidarité des chefs politiques canadiens-français de ces deux endroits stratégiques. Mais il est, toujours dans cette perspective, une autre observation primordiale : c'est que Montréal est le centre de diffusion du mouvement patriote. Ce *Parti patriote* est essentiellement

montréalais. Ses principaux chefs le sont, ses cadres le sont aussi, de même que ses objectifs définis en fonction des réalités du monde rural et de la région montréalaise. Les dirigeants du *Parti* n'étaient jamais parvenus à faire oublier aux Québécois qu'après 1815 la direction du mouvement nationaliste était passée de Québec à Montréal. Fait tout aussi important, le leadership du groupement appartenait à une sorte de coterie familiale dont Papineau était le chef. En somme, entre Québec et Montréal, il n'existait aucune unanimité profonde. Depuis la scission entre Papineau et John Neilson, d'autres ruptures étaient intervenues brisant, en plus de l'accord entre les individus, le consentement idéologique.

Ainsi, lorsque se dessine un mouvement d'allure insurrectionnelle, rien ne permet d'espérer la participation des Québécois. Trop centrée sur la région de Montréal, la direction du mouvement patriote fut presque dans l'impossibilité d'organiser l'action révolutionnaire dans les milieux ruraux de Québec et des Trois-Rivières. Au reste, aucun effort sérieux n'a été tenté en ce sens, même si ces localités rurales avaient bien réagi au message véhiculé par les grandes assemblées. La concentration du mouvement insurrectionnel dans la région de Montréal était le résultat de cette situation. Mais, en 1838, le contexte économique change. La crise du bois et de la construction navale accentue les malaises dans la ville de Québec tandis que certains événements politiques contribuent à sensibiliser une partie de l'élite au phénomène insurrectionnel. Les chefs québécois organisent alors leur propre complot qui échoue lamentablement.

De caractère montréalais, le phénomène révolutionnaire rallie les groupes sociaux qui, depuis le début du XIX^e siècle, avaient appuyé tour à tour le *Parti canadien* et le *Parti patriote*. C'est pourquoi on trouve à la tête du mouvement les membres des groupes les plus fortement sensibilisés à l'aventure nationaliste. D'abord, les notaires, les avocats et les médecins. Si, dans la ville de Montréal, les avocats jouent un rôle plus important, par contre, dans les campagnes, les notaires ont plus de poids. Ensuite, viennent les marchands de campagne qui, d'organiseurs politiques, sont devenus des éléments fort actifs dans les insurrections. Encore là, une distinction s'impose selon la réussite financière de ces individus. En général, les éléments révolutionnaires se recrutent parmi les défavorisés, fort nombreux pendant toute cette période. Quant aux forces de choc, elles proviennent du milieu rural : paysans exaspérés par la crise agricole et les pressions démographiques ; journaliers en quête de terres et de travail. Dans la ville de Montréal, il semble bien que les petits boutiquiers et les artisans auraient été disposés à participer au mouvement d'une façon plus active qu'ils ne l'ont fait.

Comment expliquer la faillite assez lamentable de ces soulèvements ? Les uns ont attribué à l'intervention du clergé, en particulier aux redoutables condamnations d'un M^{gr} Lartigue, l'échec de ces deux insurrections.

Il est certain que l'opposition farouche de la très grande majorité des membres du clergé posa un sérieux problème moral à la population qui devenait en quelque sorte tiraillée entre ses allégeances religieuses et ses croyances nationales. Le refus de la sépulture ecclésiastique à ceux qui mourraient au combat était une mesure propre à susciter de très fortes craintes dans la masse. Effectivement, la peur des peines éternelles, autant que des temporelles, a agi puissamment sur les paysans et, on peut l'affirmer, sur les dirigeants révolutionnaires eux-mêmes. Dans un cas, cette angoisse était avouable et, dans l'autre, pas. On sait, par exemple, quel soulagement se produisit chez les habitants de l'île Perrot lorsque leur curé, jusque-là adversaire des *Patriotes*, leur annonça en chaire qu'il avait eu une vision lui révélant qu'en moins d'un an les Canadiens français marcheraient jusqu'à la cheville dans le sang de leurs ennemis, les Anglais. Il est vrai que, grâce à l'intervention de fonctionnaires gouvernementaux et de l'évêque de Montréal, ce brave curé sera, quelque temps après, forcé de renier ses sources. Mais le fait mérite d'être retenu comme preuve supplémentaire, s'il en est besoin, de l'efficacité des interdits et des encouragements lancés par les clercs en ces circonstances dramatiques. Quelle qu'ait été l'influence du clergé, ce défenseur de la monarchie de droit divin et de l'union de l'Église et de l'État, nul ne saurait néanmoins y voir la cause majeure des échecs de 1837-38. D'autres facteurs plus décisifs, en ce contexte de crise nationaliste où le clergé fait figure de collaborateur avec l'Anglais, rendent mieux compte du destin de l'option séparatiste.

Ainsi, la conduite contradictoire d'un Papineau est un facteur important d'explication. L'homme est l'objet d'un mythe particulièrement vivant dans les milieux ruraux. Parce qu'il incarne la cause nationale, il représente aux yeux de la masse paysanne l'homme fort par excellence, celui qui depuis plus de vingt-cinq ans menait une lutte acharnée contre le conquérant. Éloquent, énergique, croit-on, intègre, il rallie les sensibilités, provoque l'admiration et excite l'imagination populaire. Après l'avortement de 1837, les habitants espèrent encore le retour triomphal du *Messie*, de celui qu'ils considèrent comme leur sauveur éventuel. Des témoins racontent à cette époque que des paysans le voient envahir le Bas-Canada à la tête de 50,000 nègres, cyclopes par surcroît, et armés de carabines à plusieurs coups. D'autres, dit-on, le voient passer dans les airs, assis dans un grand canot d'écorce tiré par plusieurs chevaux blancs. Fait paradoxal pour celui qui se fie seulement au panache, cet homme qu'on prétend désigné pour assumer la régénération des Canadiens français et qui symbolise la lutte nationale n'a pas les qualités qu'on lui prête.

Lorsqu'on analyse le comportement de Papineau à partir du printemps 1837 jusqu'à sa fuite déguisée, le matin de l'engagement de Saint-Denis, on ne peut qu'être frappé par l'écart qui existait entre l'individu

et les exigences de son rôle. Il est continuellement tiraillé entre des options contraires, il fait montre d'une indécision chronique et, en fin de compte, il se révèle incapable d'assumer vraiment ses responsabilités de chef. La tâche était trop lourde pour lui et, pourtant, il était tout aussi inapte à se retirer d'un mouvement dont il conservait, en dépit de tout, la direction. On ne saurait trop insister sur l'influence néfaste d'une telle conduite. Son action, au lieu de stimuler et d'inspirer ses subordonnés, était plutôt propre à maintenir l'organisation révolutionnaire dans l'anarchie. La difficulté d'en arriver à mettre sur pied des cadres fermes et une organisation matérielle convenable, résultait en grande partie des hésitations du chef suprême et des tensions que cette situation encourageait. « Un homme bon pour parler et non pour agir, » disait Robert Nelson en parlant de Papineau. Mais il n'y avait pas que Papineau dont on avait à déplorer les propensions aux délibérations infinies et l'aptitude à assister passivement aux événements ; un grand nombre de ceux qui l'entouraient se trouvaient dans le même cas. Heureusement, il y eut quelques exceptions à cette règle : Wolfred Nelson et Chénier sont les plus connues. Pour d'autres, l'héroïsme devait venir sur le tard, soit au moment des exécutions consécutives au soulèvement de 1838. Un manque aussi patent de leadership vigoureux ne pouvait que rejaillir sur tous les individus, provoquer l'anarchie, l'inefficacité, et favoriser au maximum les explosions de peur. Il est évident, d'après les documents de l'époque, que la peur règne en maître au sein de tous les éléments révolutionnaires et engendre les conduites les plus absurdes. La fuite de Papineau n'est pas un cas isolé ; elle est l'expression d'un phénomène beaucoup plus large.

En définitive, lorsqu'on s'interroge sur cette faillite, on ne peut qu'être amené à relier le mouvement insurrectionnel à ses objectifs et à ses origines. L'aventure de 1837-38, avons-nous dit, était de caractère nationaliste. Certains historiens, en particulier Mason Wade, parce que quelques Anglo-Saxons y avaient pris part, en ont proclamé le caractère « réformiste » et « libéral ». Il est à remarquer que ces éléments étaient trop peu nombreux pour parvenir à informer la philosophie même du mouvement. Il serait même étonnant, au reste, que l'Irlandais O'Callaghan ait été motivé surtout par l'idéal réformiste. Quant à Brown, ce petit commerçant mal en point, on ignore les motivations réelles qui étaient à l'origine de ses options. Restent les frères Nelson qui, pour avoir été intimement liés au milieu canadien-français, n'en poursuivaient pas moins des fins libérales. Il faut cependant ajouter à ce propos que pendant toute la période insurrectionnelle, les éléments authentiquement libéraux et démocrates du groupe *patriote* ont toujours été en conflit avec ceux qui accordaient une priorité incontestable aux objectifs nationalistes. La rupture qui en résulta était d'abord le produit de ces affrontements idéologiques.

L'objectif majeur des *Patriotes* était l'indépendance du Bas-Canada. L'indépendance avait pour but de faire des professions libérales la seule élite du milieu canadien-français, une élite à qui désormais il incomberait de définir et de diriger la réalisation des objectifs communs de cette société. L'indépendance devait permettre la mise sur pied ou la restauration d'une économie purement agricole, d'une société encadrée par la seigneurie et régie par le vieux droit coutumier français. On désirait à tout prix empêcher que le capitalisme ne vienne instaurer ce qu'on appelait l'inégalité des conditions. On trouve là une recherche inconsciente de l'isolement politique et culturel et de la féodalité. Cette société devait, en plus, être démocratique et libérale, dans la mesure cependant où aucune menace extérieure ne pèserait sur elle. L'avenir des libertés individuelles et des structures laïques était donc fonction de ce besoin fondamental de défense. En réalité, le péril extérieur était inconsciemment exagéré de façon à couvrir un danger intérieur autrement efficace que l'autre. L'angoisse ressentie face aux exigences du progrès, la peur de se libérer des vieilles sécurités qu'offrait l'ordre traditionnel et de ses tabous, constituent l'essentiel de ce péril intérieur. La projection sur l'Anglais de la responsabilité des malheurs collectifs servait avant tout à masquer la nécessité d'une refonte complète des structures sociales et mentales traditionnelles. Quand la cause de tous les maux est à l'extérieur, point n'est besoin d'assurer la priorité à une remise en question des traditions.

En fait, l'indépendance ne visait à résoudre aucun des problèmes importants auxquels faisait face le Canada français. Alors que la crise agricole n'avait d'autre solution que la révolution des techniques, les *Patriotes* ne cherchaient que des palliatifs, à savoir, l'expansion du terroir et du territoire seigneurial. Il est bien évident que l'épuisement rapide des sols guettait, dans cette perspective, aussi bien les nouveaux territoires de colonisation que l'ancien terroir seigneurial. Il s'agissait d'un faux règlement de la question démographique. La croissance extrêmement rapide de la population canadienne-française supposait une augmentation de la productivité de l'agriculture par des techniques améliorées et, au moins autant, le maintien des autres secteurs de l'économie. Fait tout aussi grave, l'indépendance signifiait une rupture immédiate des rapports économiques avec l'Empire. Elle impliquait l'abandon du système préférentiel, ce qui, pour d'autres raisons, entraînait la chute du commerce du bois et de la construction navale. D'ailleurs, au dire des leaders canadiens-français, tout un passé d'immoralité pesait sur ces activités.

En définitive, l'indépendance devait servir à libérer sans contrepoids les aspirations réelles des professions libérales à la féodalité, tout au moins à l'ancien régime économique. D'une part, la primauté de l'agriculture avec ses vertus de subsistance serait assurée par la masse des censitaires ; d'autre part, la direction de la société serait assumée par les rentiers du

sol : clercs, seigneurs laïques, professions libérales. Les clercs, en raison de leurs obligations en matière de religion, d'éducation et d'hospitalisation, tiraient leurs revenus des dîmes, des rentes seigneuriales, de dons et de cotisations diverses pour la construction des églises et des presbytères. Quant aux seigneurs laïques et aux ecclésiastiques, le système seigneurial pourvoyait à leur existence. Restaient les professions libérales qui, dans leur activité propre, percevaient une rente indirecte. Elles pouvaient aussi faire figure de « rentières » de la politique. Élite politique et protectrice des intérêts de la nation, telles étaient les justifications données. En somme, les professions libérales se définissent inconsciemment comme une élite aristocratique dans une société hiérarchisée. Leur dessein véritable est de reconstituer, malgré les rationalisations issues des idéologies libérales et démocratiques, une société d'Ancien Régime sur les bords du Saint-Laurent. Tout cela était illusoire mais s'explique, en partie, par les réactions négatives que les professions libérales avaient accumulées face à la conjoncture de l'époque. Tout se passe alors comme si l'événement et le « drame » de la conquête avaient envahi à retardement la conscience collective pour l'inhiber et déclencher toute une série de réflexes défensifs. De sorte qu'on assiste à la recherche, sous le couvert de la démocratie et d'aspirations libérales ayant un certain caractère authentique, d'un impossible isolement qui débouchait sur la constitution d'une société féodale et théocratique. Dans ces conditions, une démocratie et un État libéral étaient inconcevables dans la pratique.

L'aventure nationaliste de 1837-38 était trop intimement liée aux ambitions de certains individus, aux intérêts immédiats des professions libérales et aux malaises particuliers de la période, pour réussir. Elle ne prenait aucunement appui sur les éléments qui auraient permis l'édification d'un avenir meilleur. La faiblesse économique des Canadiens français tenait avant tout à leur mentalité, à leur niveau technique, à leurs traditions et à leurs institutions. C'est certainement là, parce qu'il ne faudrait pas croire à leur innocence absolue, la raison majeure de la faillite du mouvement insurrectionnel.

Plus que tout, cette absence de justification par rapport à des intérêts à long terme et à des valeurs évolutives rend compte du comportement de la majorité des leaders révolutionnaires. Une sorte de mauvaise foi les accompagne et les empêche de s'engager à fond dans leur aventure. C'est aussi le cas des dirigeants de la *Banque du Peuple* qui, au dernier moment, ont refusé d'« investir » dans l'indépendance.

En réalité, la crise économique de 1837-38 n'avait pas entamé sérieusement les structures qui servaient de support à la bourgeoisie du Bas-Canada et aux relations avec l'Empire. La crise du bois et de la construction navale n'était que passagère et, dès 1839, l'expansion est à nouveau inscrite dans la conjoncture. L'ampleur du chemin parcouru, tel qu'il

apparaît dans les moyennes pour les années 1837-42, indique la vigueur des secteurs qui servaient d'amortisseurs à la crise agricole. Il reste cependant que les difficultés de ces années ont été suffisamment fortes pour faire éclater une situation globale qui était devenue intolérable. Durham, qui a mené ses enquêtes pendant cette période critique, a été certes fortement influencé par la conjoncture particulière de son séjour.

III

DURHAM ET SA VISION DES PROBLÈMES DU BAS-CANADA

Chargé d'enquêter sur la nature des conflits qui existaient dans les colonies nord-américaines, en particulier dans le Bas-Canada, et de proposer des solutions valables à longue échéance, Lord Durham arriva à Québec le 27 mai 1838. Déjà, cependant, à travers les visions de ses amis radicaux et libéraux, il avait pu avant sa venue au Canada se former une idée des troubles qui empoisonnaient la vie politique des Canadas. De loin, les luttes lui parurent de caractère réformiste, libéral ou, probablement, démocratique. Aussi écrit-il au début de son rapport : « I looked on it as a dispute analogous to those with which history and experience have made us so familiar in Europe,— a dispute between a people demanding an extension of popular privileges, on the one hand, and an executive, on the other, defending the powers which it conceived necessary for the maintenance of order. »¹ Mais, Durham ne tardera pas à constater que ses prévisions étaient prématurées, voire erronées, surtout en ce qui concernait le Bas-Canada.

En réalité, le Lord-Commissaire arrivait dans une conjoncture particulièrement propice à une compréhension des fortes tensions qui avaient paralysé la politique bas-canadienne depuis le début du siècle. En effet, l'insurrection avait fait tomber, en tout ou en partie, bien des masques. Un Papineau, par exemple, n'avait jamais eu intérêt à situer son action politique sous le signe du nationalisme. Que serait-il advenu de ses appuis extérieurs et même internes s'il avait franchement hissé la bannière nationaliste ? Les *Radicaux* anglais, les réformistes du Haut-Canada et ceux du Québec n'auraient certes pas continué à sympathiser ou à collaborer avec son mouvement. Ainsi la rupture entre Papineau et John Neilson, bien plus que dans une opposition entre réformiste et démocrate, avait sa source dans la découverte, par Neilson, des objectifs réels poursuivis par le groupe *patriote*. Politiquement, le nationalisme avait besoin d'une couverture. Peut-on croire que la métropole, connaissant dès 1820 les mobiles

¹ *Report on the Affairs of BNA from the Earl of Durham, Her Majesty's High Commissioner*, 1839, 8.

auxquels obéissaient les leaders canadiens-français, aurait cherché à maintenir un équilibre entre les factions opposées? Dans le contexte politique de l'époque, l'idéologie nationaliste était en partie inavouable. Papineau l'avait compris ou senti. Durham saisira très vite la nuance, du moins les relations exactes qui existaient entre le nationalisme et le libéralisme des *Patriotes*.

Durham écrit à propos de la nature des conflits bas-canadiens :

« The same observation had also impressed on me the conviction, that for the peculiar and disastrous dissensions of this Province, there existed a far deeper and far more efficient cause,— a cause which penetrated beneath its political institutions into its social state —, a cause which no reform of constitution or laws, that should leave the elements of society unaltered, could remove ; but which must be removed, ere any success could be expected in any attempt to remedy the many evils of this unhappy Province. I expected to find a contest between a government and a people ; I found two nations warring in the bosom of a single state : I found a struggle, not of principles, but of races ; and I perceived that it would be idle to attempt any amelioration of laws or institutions until we could first succeed in terminating the deadly animosity that now separates the inhabitants of Lower Canada into the hostile divisions of French and English. »¹

Ce conflit de nationalités, principe premier de tous les autres affrontements, Durham en découvre la manifestation à tous les niveaux de la société. Sur le plan des mentalités, des institutions, des traditions, des classes sociales et de la vie politique, partout le clivage national paraît s'imposer avec force et détermine les oppositions fondamentales. Deux groupes nationaux, dit-il, extrêmement hostiles l'un à l'autre, se côtoient dans un même État et cherchent à le dominer sans contrepoids. Au niveau économique, une incompréhension aussi irréductible existe. C'est qu'au sein de cet État il n'y a pas que deux groupes « raciaux » différents, mais deux entités nationales comportant des degrés différents d'évolution. D'une part, la société rurale canadienne-française qui n'a pas dépassé le stade de l'Ancien Régime : « They remain an old and stationary society, in a new and progressive world. In all essentials they are still French ; but French in every respect dissimilar to those of France in the present day. They resemble rather the French of the provinces under the old regime. »² Ce jugement de Durham rejoint en tous points celui de l'ambassadeur Pontois venu au Canada juste à la veille de l'insurrection de 1837. D'autre part, le Bas-Canada est habité par une autre communauté formée de Britanniques : « They have developped the resources of the country ; they have constructed or improved its means of communication ; they have created its internal and foreign commerce. The entire wholesale, and a large portion of the retail trade of the Province, with the most

¹ *Ibid.*, 8.

² *Ibid.*, 12.

profitable and flourishing farms, are now in the hands of this numerical minority of the population.»¹

Cette supériorité des Britanniques dans le domaine économique et un certain favoritisme au niveau administratif, profitable à une clique de fonctionnaires, ont suscité la jalousie des Canadiens français, dont l'élite est inférieure aux marchands anglais en intelligence pratique mais supérieure en intelligence spéculative, précise Durham. De là, produit de ce contexte global et surtout des *social feelings*, un affrontement politique presque insoluble. Les Britanniques veulent un gouvernement dont un but est de promouvoir « the increase of population and the accumulation of property.»² Au contraire, les leaders canadiens-français « looked on the Province as the patrimony of their own race ; they viewed it not as a country to be settled, but as one already settled.»³ Aussi recherchent-ils, dans tout leur effort législatif, à préserver les intérêts et les sentiments de leur propre collectivité sans égard aux exigences du progrès.

Après avoir pris conscience de ces réalités, Durham n'hésite pas à déclarer que les étiquettes officielles des partis politiques ne signifient à peu près rien par rapport à ce qui existe vraiment :

« It is not, indeed, surprising that each party should, in this instance, have practised more than the usual frauds of language, by which factions, in every country, seek to secure the sympathy of other communities . . . The French Canadians have attempted to shroud their hostility to the influence of English emigration, and the introduction of British institutions, under the guise of warfare against the government and its supporters, whom they represented to be a small knot of corrupt and insolent dependents ; being a majority, they have invoked the principles of popular control and democracy, and appealed with no little effect to the sympathy of liberal politicians in every quarter of the world. The English, finding their opponents in collision with the government have raised the cry of loyalty and attachment to British connexion, and denounced the republican designs of the French, whom they designate, or rather used to designate, by the appellation of Radicals. Thus the French have been viewed as a democratic party, contending for reform ; and the English as a conservative minority, protecting the menaced connexion with the British Crown, and the supreme authority of the Empire . . . But when we look to the objects of each party, the analogy to our own politics seems to be lost, if not actually reversed ; the French appear to have used their democratic arms for conservative purposes, rather than those of liberal and enlightened movement ; and the sympathies of the friends of reform are naturally enlisted on the side of sound amelioration which the English minority in vain attempted to introduce into the antiquated laws of the Province.»⁴

Dans l'esprit du Commissaire, ce sont les conflits raciaux qui sont responsables des principales déviations de l'appareil politique et constitutionnel. Chaque groupe en présence se retranche derrière un ou plusieurs organismes gouvernementaux et en valorise au maximum les fonctions.

¹ *Ibid.*, 14.

² *Ibid.*, 18.

³ *Ibid.*, 19.

⁴ *Ibid.*, 10.

Chacun essaie de renforcer ou de constituer son système de patronage. Les Britanniques s'appuient surtout sur l'Exécutif et le Conseil législatif, les Canadiens français sur l'Assemblée qui en arrive à asseoir, grâce au contrôle qu'elle obtient sur la politique routière et scolaire, un patronage proprement politique. Quant aux institutions judiciaires, il s'agit d'un terrain chèrement disputé par les deux entités nationales.

Cette analyse des problèmes bas-canadiens faite par Durham, malgré son caractère incomplet et partiel, emporte, croyons-nous, la conviction. Le Commissaire a fait un effort considérable pour découvrir, derrière les faux-fuyants de la politique et les attitudes officielles, la nature réelle des oppositions qui écartelaient alors le Bas-Canada. Beaucoup d'historiens qui prétendent que le recul du temps favorise une vue plus juste des choses ont été moins clairvoyants. Il reste cependant que les jugements de Durham appellent souvent des nuances et des précisions. Il est certain, par exemple, qu'en dépit de ses fonctions utilitaires et subordonnées, l'idéal libéral et démocratique répondait à quelque chose d'authentique, bien que fort difficile à assumer, dans la conscience de la bourgeoisie des professions libérales.

Si l'analyse de Durham paraît dans l'ensemble assez juste, il n'en est pas ainsi, pensons-nous, de plusieurs de ses conclusions et de ses recommandations. Lorsqu'il affirme, par exemple, que la révolte est presque enracinée à jamais dans le cœur des Canadiens français, Durham se révèle par trop tributaire de la conjoncture particulière de 1838. C'est qu'il a saisi les conflits raciaux à un moment où ces derniers paraissaient presque insolubles, soit au cœur même de la période révolutionnaire.

« Nor does there appear to be the slightest chance of putting an end to this animosity during the present generation. Passions inflamed during so long a period cannot speedily be calmed. The state of education which I have previously described as placing the peasantry entirely at the mercy of agitators, the total absence of any class of persons, or any organization of authority that could counteract this mischievous influence, and the serious decline in the district of Montreal of the influence of the clergy, concur in rendering it absolutely impossible for the Government to produce any better state of feeling among the French population. »¹

Ainsi, aux yeux de Durham, le nationalisme canadien-français, qui porte maintenant l'option de l'indépendance, est devenu un obstacle majeur à la mise en valeur de la vallée du Saint-Laurent. L'infériorité presque caractéristique du groupe français, dit-il, ses attitudes fondamentales, en un mot, sa culture comme les options qu'elle rejoint maintenant et désormais, sont en contradiction avec les réalités nord-américaines. « The language, the laws, the character of the North American Continent are English ; and every race but English . . . appears there in a condition of inferiority.

¹ *Ibid.*, 22.

It is to elevate from that inferiority that I desire to give to the Canadians our English character.»¹

La politique d'assimilation proposée par Durham, autant que les velléités similaires émises dans le passé, était illusoire. Pas plus qu'autrefois, l'idée d'assimilation ne parviendra à s'incarner dans une politique cohérente et soutenue. En préconisant l'union des Canadas afin de noyer les Canadiens français dans une majorité britannique, Durham manifestait une confiance trop forte dans les vertus de la politique. D'ailleurs, la mise en place du régime de l'Union et, peu après, l'abandon de la politique d'assimilation, illustrent l'inanité des prévisions du Commissaire. L'erreur fondamentale de Durham est d'avoir pensé que l'infériorité des Canadiens français était congénitale et que le seul objectif possible de leur nationalisme était désormais l'indépendance. Le Lord-Commissaire n'a pas su dépasser les circonstances particulières qui entouraient sa mission, ce qui l'a empêché de comprendre que le phénomène insurrectionnel était transitoire. C'est pourquoi, fruit principal des réflexions salutaires issues de l'expérience révolutionnaire, le nationalisme canadien-français réorientera ses choix dès les années 1840-41. Une autre conjoncture s'imposait à l'attention de tous ; de nouveaux hommes, après la chute des anciens héros, saisiront les impératifs de la situation nouvelle et trouveront des réponses mieux adaptées à ces défis et aux problèmes posés par la co-existence des deux groupes culturels.

Fernand OUELLET

*Département d'histoire,
Université Carleton, Ottawa.*

¹ *Ibid.*, 105.